

Références

- [1] Bierschenk T., (2010), *Historiser et localiser les approches. Anthropologie et développement*, in Bulletin de l'APAD 31-32, *Inventer et mobiliser le local*, pp. 161-192.
- [2] Giovalucchi F., Olivier de Sardan J.P., (2009), *Planification, gestion et politique dans l'aide au développement. Le cadre logique, outil ou miroir des développeurs*, in Revue Tiers-monde 2009/2 (numéro 198), pp. 383-406
- [3] Olivier de Sardan, J.-P., (2008), *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Académia Bruylant, Louvain-la-neuve.
- [4] Murrai Li T., (2007), *The will to improve. Governmentality, Development and the Practices of Politics*. Duke University Press, Durham-London.
- [5] Mosse D. & Lewis D., (2005), *The aid effect. Giving and governing in International Development*, Pluto Press, London-Ann Arbor, Mi.
- [6] Olivier de Sardan J.P. (Dir), (2008), *Afrique contemporaine*, numéro 225- 2008/2. Editions De Boeck.
- [7] Jaffré Y. & Olivier de Sardan J.P., (2003), *Une médecine inhospitalière. Les difficiles relations entre soignants et soignés dans 5 capitales d'Afrique de l'Ouest*, Editions Karthala-APAD, Paris.
- [8] Bierschenk T. & Olivier de Sardan J.P. (Ed), (2014), *States at Work. Dynamics of African Bureaucraties*, Brill Editions, Leyde.

LIENS INTERNET ET AUTRES DOCUMENTS UTILES

- Jacob J.-P., Lavigne Delville Ph., (Dir), (1993) *Les associations paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Apad-Karthala-IUED, Paris.
- Olivier de Sardan J.-P., (1995), *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Apad-Karthala, Marseille- Paris.
- Long N., Long A., (1992), (Edts), *Battlefields of Knowledge. The interlocking of theory and Practice in social Research and Development*. Routledge, London.
- Site Internet de l'association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement Social et du développement : <http://apad.revues.org/>
- Site Internet du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques social et le développement local (Lasdel) : <http://www.lasdel.net/>

Pour contacter les auteurs de ce numéro :

Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, Lasdel (Niamey), jeanpierre.olivierdesardan@ird.fr

Marc PONCELET, Université de Liège, marc.poncelet@ulg.ac.be

La série des *Policy Briefs* est une initiative conjointe des trois Groupes de recherche en appui à la politique de coopération (GRAP), financés par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) via la Commission Universitaire pour le Développement (CUD).

Elle a pour objectif de vulgariser des questions de développement à destination des acteurs de la coopération belge et de la communauté universitaire, en lien avec les thématiques de recherche des différents GRAP.



GRAP 3A – Alimentation, Agriculture, Afrique – groupe de recherche visant à produire une expertise multi-disciplinaire relative à la problématique de la sécurité alimentaire en Afrique à partir d'études réalisées principalement dans deux pays aux situations précaires mais contrastées (Niger et RDC). Il s'agit de développer, en partenariat avec les acteurs du Sud, des réponses adéquates aux enjeux nouveaux de l'agriculture et aux préoccupations liées à la sécurité alimentaire qui soient adaptées et adaptables, concrètes, pertinentes et applicables, prenant en compte l'analyse des causes de l'insécurité alimentaire dans leur dimension temporelle et distinguant les facteurs structurels et conjoncturels des crises. www.grap3a.be



GRAPAX, groupe de recherche en appui aux politiques de paix, est un réseau interuniversitaire de recherche et d'expertise actif depuis 2004 sur les questions relatives à la paix et à la gouvernance dans les Etats fragiles. Outre quatre partenaires académiques de Belgique francophone, il rassemble également des ONG et des institutions de recherche —académiques ou non— en Belgique et dans les pays du Sud, ainsi que des représentants de l'administration publique belge, autour des questions liées à l'intégration des dimensions relatives à la paix et à la gouvernance dans les politiques de coopération au développement avec les Etats fragiles, en particulier l'Afrique de la région des Grands Lacs. www.grapax.be



GRAP-PA Santé est un groupe de recherche en appui à la politique sur la mise en oeuvre de l'agenda pour l'efficacité de l'aide (Déclaration de Paris et Programme d'action d'Accra), qui s'intéresse en particulier au domaine de la santé. Le groupe propose de comprendre comment les politiques internationales de coopération et de santé influencent l'opérationnalisation des politiques de santé dans les pays en développement. Le GRAP-PA Santé mène des recherches essentiellement dans quatre pays, à savoir le Bénin, le Mali, la République Démocratique du Congo et le Rwanda. www.grap-pa.be

Les GRAP sont des Groupes de Recherche en Appui à la Politique financés par la DGD et la CUD.

La socio-anthropologie du développement

En 2010, un auteur important du courant de recherche que nous évoquons écrivait : « *La bataille de la reconnaissance, par les praticiens du développement, du bien fondé de l'anthropologie a largement été remportée. Tous s'entendent largement à l'heure actuelle sur la nécessité de fonder les projets et les politiques de développement sur des connaissances détaillées des dynamiques sociales dans lesquelles s'ancrent les interventions de développement (...)*. Dans le même papier, il notait que « *les agences de développement révèlent une forte capacité à intégrer les critiques et les auteurs dans leur discours sans pour autant changer leurs pratiques* » ! (Bierschenk 2010, p.13).^[1]

Deux questions baliseront cette très brève présentation de la socio-anthropologie du développement :

Qu'est ce que cette sous-discipline, quels types de connaissances produit-elle, à propos de quoi, comment ?

Quels peuvent être ses apports pour les professionnels du développement ?

Une discipline qui étudie systématiquement les propriétés des faits sociaux de développement

La socio-anthropologie du développement (SAD) a certes des antécédents et des voisins dans l'anthropologie appliquée, mais elle développe des recherches de type « fondamental » et entend constituer un genre contemporain, plein et entier des sciences humaines et sociales. Son approche est résolument empirique, ses théorisations et ses conceptualisations reposent sur l'enquête de terrain qualitative qui constitue

l'épreuve à travers laquelle elle forge et valide ses propositions. Les artisans de la SAD ne se reconnaissent pas particulièrement dans un projet de « science appliquée » même s'ils travaillent non seulement *sur* mais aussi *avec* des institutions ou des acteurs du développement, et souhaitent que les connaissances qu'ils produisent puissent contribuer à des réformes des pratiques et politiques de développement. Ils ne se reconnaissent pas davantage dans des « grandes théories » ou des dogmes paradigmatiques.

Cette discipline incorpore de manière originale les acquis de l'ethnologie et de la sociologie de terrain typique des travaux de l'école sociologique de Chicago et s'insère dans divers débats théoriques et méthodologiques qui ont marqué la sociologie comme l'anthropologie du XXI^{ème} siècle. Elle se distingue ainsi de la sociologie du développement des années 1950-1980, sociologie qui, structuraliste, dépendantiste ou marxiste, demeurait très normative en cherchant à établir des modèles et des lois universels voire prescriptifs à forte dimension politique. La SAD considère que la caractérisation du développement comme « bon » ou « mauvais » n'est pas de son ressort. Les processus sociaux qui sont induits ou modelés par (voire contre) les acteurs, institutions, idéologies qui constituent « l'industrie » de l'aide et du développement constituent ses objets de recherche. Le développement tel qu'il est produit (courants, méthodologies, fonctionnement des institutions et actions de terrain) et tel qu'il est reçu, perçu, recomposé, ou démembré sur le terrain doit être en effet analysé empiriquement aussi bien au niveau d'un village, d'une ville ou d'une profession que d'une politique nationale ou transnationale, ou que d'une ONG locale ou d'une agence internationale!

Ce ne sont donc ni des cultures, ni des sociétés, ni des « populations », qui sont prises pour objet, mais des arènes où interagissent différents groupes stratégiques, des espaces fluides, hétérogènes et disputés. Si la SAD prend en charge les institutions macro-sociales et représentations culturelles, c'est toujours dans la perspective dynamique de l'enchevêtrement de plusieurs logiques sociales. Elle constate que les comportements réels des acteurs traduisent des rapports diversifiés, partiels, discontinus et pragmatiques à ces macro-institutions, tout comme aux normes professionnelles et officielles.

La SAD met en lumière la production des représentations qui balisent le développement (stéréotypes, idéologies mais aussi notions plus théorisées comme la participation, l'*empowerment*, l'appropriation, le partenariat, etc.), leurs usages et leurs « carrières » sociales et politiques. Elle analyse ensuite les interactions et logiques des acteurs (locaux, nationaux comme internationaux) et les institutions qui se déploient dans les situations d'interventions et les politiques de développement (arènes, systèmes d'action organisée). Si une connaissance de fond des sociétés ou populations cibles est mobilisée par les chercheurs (langues, religions, institutions politiques, représentations de la santé par exemple), celle-ci n'est jamais considérée *per se* mais, à tout le moins, à travers une double contextualisation : l'histoire locale des interventions y compris telles qu'elles ont été vécues par les acteurs concernés, et les enjeux et systèmes d'interactions que suscitent et entretiennent, volontairement ou non, ces interventions. Les dynamiques et innovations qui apparaissent plutôt comme endogènes peuvent être analysées de la même manière. En fait, une stricte opposition endogène/exogène est souvent peu pertinente. Les conceptualisations (re)produites par l'*Aid Industry* constituent des objets de la SAD mais ne définissent pas ses cadres de validation. Ceux-ci renvoient *in fine* aux communautés scientifiques. Néanmoins, il est incontestable que la multiplication des échanges entre SAD et professionnels du développement ainsi que la circulation des connaissances produites par la SAD au sein des métiers de la coopération ont contribué à construire parfois des communautés de vues évoquées plus haut.^[2]

Comment travaillent les socio-anthropologues... ?

De l'anthropologie/ethnologie, la SAD a hérité une approche intensive du terrain et un mode de production qualitatif de

données. Celles-ci ne sont pas produites par l'administration de questionnaires sur base d'hypothèses et questions/réponses et d'échantillons construits et fixés en amont, mais par la combinaison d'observations, d'entretiens, d'études de cas, d'analyses documentaires et l'utilisation de procédés légers de recension dans des formules souples, ajustables en temps réel sur le terrain, combinaisons qui font la part belle aux formulations locales. Les maîtres mots sont ici itération, triangulation, combinaison de méthodes et, *last but not least*, travail de terrain collectif qui rompt avec la solitude de l'ethnologue d'hier : « *il s'agit de gager les assertions interprétatives de l'anthropologie sur les données produites au cours de l'enquête, et de garantir autant que possible la pertinence et la fiabilité de ces données* » (Olivier de Sardan 2008, p.99).^[3]

Les acteurs des arènes du développement pris en compte par la SAD peuvent être tout autant des organismes de coopération (du Sud comme du Nord), ou des groupements locaux suscités par l'offre des politiques de développement, que des groupes liés aux populations cibles (associations de ressortissants, groupements maraîchers), mais aussi chefferies, corps administratifs, organisations professionnelles et religieuses. Il s'agit aussi parfois d'acteurs plus individualisés comme *les courtiers* locaux en développement ou les experts des agences de coopération dont la diversité, les implantations et le champ d'action ont crû considérablement à la faveur de la libéralisation de la coopération internationale et de la vogue participationniste. Parler d'arène, c'est toujours évoquer des intérêts multiples, des acteurs différents, des stratégies de pouvoir contradictoires, des conflits dynamiques qui mobilisent des ressources économiques, politiques mais aussi sociales et culturelles.

De nombreuses recherches se sont développées dans des réseaux euro-africains et sur des matériaux principalement africains. Cependant plusieurs travaux fondamentaux ont porté sur des matériaux sud-américains ou asiatiques.^[4]^[5] Depuis les années 1990, en Europe et en Afrique, c'est dans et autour de l'Apad¹, ses rencontres, ses publications que s'est constitué le principal foyer international de cette approche. En Afrique, le Lasdel² (Niamey) en est désormais le principal centre de recherche et de formation. *Représentations, acteurs, arènes, groupes stratégiques, logiques sociales, modes de gouvernance, normes pratiques* sont les concepts les plus fréquemment mobilisés. Le développement rural, la santé publique, les processus de décentralisation, de constitution des organisations des sociétés civiles ont fait l'objet de nombreux travaux.

Même si de nombreuses recherches en SAD sont réalisées sur financement de pouvoirs publics ou de Partenaires Techniques et Financiers (PTF), elles diffèrent radicalement de la grande majorité des rapports de « consultation » et évaluations! La SAD met régulièrement en lumière des successions chaotiques de programmes et de dispositifs, des problèmes de communication, des défauts de coordination, de cohérence ou de souplesse, des logiques rigides d'exécution ou de financement, mais elle problématise et analyse ces phénomènes dans un cadre scientifique indépendant des catégories des projets/programmes.

Moments du développement, moments de la SAD

Incontestablement, le développement et ses institutions ont constitué l'une des toutes premières politiques globales mondiales depuis les indépendances. Dans le contexte de l'Afrique rurale des années 1985-2000, les terrains de la SAD étaient marqués par la prolifération/décantation des « projets » et la diversification des acteurs. Le dialogue entre SAD et intervenants s'est alors noué autour de deux grands thèmes :

- Les « dérives » des projets (entre les objectifs et la mise en œuvre sur le terrain) et les écarts systématiques entre les normes des projets et PTF et les normes pratiques des acteurs concernés d'une part.³^[6]^[7]
- D'autre part, la mise au jour systématique de logiques transversales et des schèmes d'interaction assez généralisés mais peu maîtrisables entre développeurs, intermédiaires, groupes cibles et détenteurs de pouvoirs locaux : recherche de sécurité plutôt que recherche d'optimisation, courtage et médiations diverses, appropriation sélective des innovations, détournement, assistancisme, accaparement - « notabilisation », empiement des normes d'action publique, ambivalence des projets à l'égard des pouvoirs locaux.

C'est donc sur des bases critiques et dans un moment de doute

général sur le développement (surtout en Afrique) que la SAD s'est fait largement entendre et reconnaître de nombreux intervenants extérieurs et locaux. Les enseignements se sont aussi affirmés à propos des interventions de crise aigüe (Crise alimentaire au Niger, 2005, voir numéro spécial *Afrique contemporaine* 2008).

Au tournant du millénaire, la thématique de lutte contre la pauvreté est devenue largement dominante. Avec celles de la gouvernance et de l'efficacité de l'aide sur fond de proclamation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le développement et la coopération ont connu un regain inattendu dans le triomphe libéral global. Réorientées, l'aide et la coopération au développement, relativement professionnalisées, sont apparues alors davantage soumises à des normes transnationales de management public qui semblent y perdurer. Les études socio-anthropologiques ont débouché alors sur des analyses de niveaux plus intégrés : les politiques (*policies*), la « recomposition » des administrations et péri-administrations, la délivrance des services et biens publics et le fonctionnement des dispositifs d'action publique. Le cadre de référence s'élargit donc autour des processus de constitution des espaces publics africains. La SAD débouche ainsi sur une prise en compte des relations entre Etats et institutions de développement, bureaucraties étatiques et bureaucraties du développement.^[8]

Pourtant bien des domaines d'interventions demeurent encore peu investis en Afrique où le « périmètre » des interventions s'élargit considérablement : sécurité et armées, nouveaux intervenants aux profils flous, prolifération des micro-projets dits de solidarité, croisades morales sur des questions bio-psycho-sociales : enfance, sexualité, ... Mais la SAD pourrait aussi reconsidérer les rapports entre les arènes du développement et les problématiques de mobilisation et d'action collectives, ou questionner à nouveaux frais les relations entre les transformations des politiques de développement et les mutations accélérées (économiques, sociales et démographiques) de ces sociétés.

¹ Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du Changement social et du Développement www.association-apad.org

² Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques sociales et le Développement local www.lasdel.net

³ *Afrique contemporaine*, numéro 225, 2008/2, La crise alimentaire au Niger (2005), Editions De Boeck.

À propos du fonctionnement des hôpitaux publics en Afrique de l'Ouest voir Jaffré et Olivier de Sardan (2003)